



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 84

## **Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Clifford Lincoln  
Ministre de l'Environnement**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1986**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de régir l'usage du tabac dans certains lieux publics afin de mieux protéger la santé et le bien-être des non-fumeurs.*

*À ce titre, il prévoit un premier cadre d'application sous la responsabilité immédiate des personnes qui détiennent la plus haute autorité au sein des organismes publics régis par la loi.*

*Un second cadre d'application a été confié aux municipalités qui ont la responsabilité de veiller à l'exécution, sur leur territoire, des dispositions de la présente loi à l'égard des lieux qui y sont mentionnés ou des lieux déterminés par règlement municipal.*

*Le projet de loi comporte aussi diverses règles relatives aux droits respectifs des fumeurs et des non-fumeurs dans un même lieu.*

*Le projet confère, par ailleurs, certains pouvoirs d'inspection et certaines mesures de contrôle visant à protéger les droits accordés aux non-fumeurs par la présente loi.*

# Projet de loi 84

## **Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### CHAPITRE I

#### APPLICATION ET INTERPRÉTATION

**1.** La présente loi a pour objet de régir l'usage du tabac dans certains lieux publics afin de mieux protéger la santé et le bien-être des non-fumeurs.

**2.** Dans la présente loi, on entend par « fumer » le fait d'avoir en sa possession du tabac allumé.

**3.** Pour l'application de la présente loi, sont des organismes publics : les organismes gouvernementaux, les organismes municipaux, les organismes scolaires et les établissements de santé et de services sociaux.

Sont assimilés à des organismes publics, aux fins de la présente loi : le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée nationale, un organisme dont celle-ci nomme les membres et une personne qu'elle désigne pour exercer une fonction en relevant, avec le personnel qu'elle dirige.

**4.** Les organismes gouvernementaux comprennent le gouvernement, le Conseil exécutif, le Conseil du trésor, les ministères, les organismes non visés dans les articles 5, 6 et 7, dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé ou rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) ou dont le fonds social fait partie du domaine public.

Sont assimilés à des organismes gouvernementaux, aux fins de la présente loi: les conseils régionaux de santé et de services sociaux constitués en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) et la Corporation d'hébergement du Québec.

**5.** Les organismes municipaux comprennent les municipalités locales, qu'elles soient constituées en vertu d'une loi générale ou spéciale, les municipalités régionales de comté, la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec, la Communauté régionale de l'Outaouais et les organismes constitués à titre d'agent de l'une ou de l'autre de ces municipalités ou relevant autrement de leur autorité.

**6.** Les organismes scolaires comprennent les commissions scolaires régionales, les commissions scolaires, les corporations de syndicats et les écoles régies par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), le Conseil scolaire de l'île de Montréal, les collèges d'enseignement général et professionnel, l'Université du Québec ainsi que ses universités constituantes, instituts de recherche et écoles supérieures.

Ils comprennent également les institutions déclarées d'intérêt public ou reconnues pour fins de subvention en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9), les écoles régies par la Loi sur l'enseignement spécialisé (L.R.Q., chapitre E-10), les établissements d'enseignement supérieur dont plus de la moitié des dépenses de fonctionnement sont payées sur les crédits apparaissant aux prévisions budgétaires déposées à l'Assemblée nationale.

**7.** Les établissements de santé et de services sociaux comprennent les établissements publics visés dans les articles 10 et 11 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), les centres hospitaliers qui sont des établissements privés conventionnés au sens de cette loi.

## CHAPITRE II

### PROTECTION DES NON-FUMEURS

#### SECTION I

##### ORGANISMES PUBLICS

**8.** Dans un lieu occupé par un organisme gouvernemental, municipal, scolaire ou un organisme visé au deuxième alinéa de l'article 3, il est interdit de fumer dans:

1° une salle ou un comptoir destiné à des prestations de services à des personnes présentes;

2° une bibliothèque, un laboratoire, une salle de conférence, de cours, de réunion ou de séminaire;

3° un ascenseur;

4° une aire désignée par la personne ayant la plus haute autorité au sein de l'organisme public.

**9.** Il est interdit de fumer dans un lieu occupé par un établissement de santé et de services sociaux.

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas dans:

1° un lieu réservé à l'usage du personnel;

2° un fumoir;

3° une aire désignée par la personne ayant la plus haute autorité au sein de l'établissement.

**10.** Un organisme public dont la loi exige la production d'un rapport annuel de ses activités doit fournir dans ce rapport, sous une rubrique particulière, un compte rendu sur l'application de la présente loi dans les lieux qu'il occupe.

**11.** La personne ayant la plus haute autorité au sein d'un organisme public doit prendre les mesures appropriées pour assurer l'exécution des dispositions de la présente loi dans les lieux occupés par cet organisme public.

Toutefois, cette personne peut, par écrit et dans la mesure qu'elle indique, déléguer ses fonctions à une autre personne œuvrant au sein de l'organisme.

## SECTION II

### TRANSPORTS PUBLICS

**12.** Il est interdit de fumer dans un autobus, une ambulance ou une voiture de métro.

**13.** L'exploitant d'un service de transport par traversier ou par train doit prévoir, dans ses embarcations ou véhicules, une section réservée aux non-fumeurs comportant un minimum de 50 % des sièges mis à la disposition du public.

Il est interdit de fumer dans une section réservée aux non-fumeurs.

### SECTION III

#### LIEUX DIVERS

**14.** Il est interdit de fumer dans un lieu fermé utilisé pour des activités religieuses, sportives, judiciaires, culturelles ou artistiques, lorsque de telles activités s'y déroulent.

Toutefois, il est permis de fumer dans ces lieux lorsque ces activités sont réservées exclusivement à un groupe de personnes déterminées.

**15.** Il est interdit de fumer dans un lieu utilisé pour des services de garde en garderie, en halte-garderie, en jardin d'enfants et en milieu scolaire au sens de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1).

**16.** Il est interdit de fumer dans la salle d'attente du cabinet d'un professionnel de la santé au sens du Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26) ou d'un laboratoire visé au paragraphe *b* de l'article 1 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35).

### CHAPITRE III

#### FONCTIONS ET POUVOIRS DES MUNICIPALITÉS

**17.** Toute municipalité locale veille, sur son territoire, à l'exécution des dispositions de la présente loi, sauf en ce qui concerne les lieux occupés par un organisme public.

**18.** Une municipalité locale peut, par règlement:

1° interdire de fumer dans toute autre catégorie de lieux situés sur son territoire;

2° prescrire toute autre mesure non incompatible avec la présente loi relativement à la protection des non-fumeurs et à l'affichage en cette matière.

Les dispositions des chapitres IV, V et VI de la présente loi s'appliquent à tout lieu visé par un règlement adopté en vertu du premier alinéa.

### CHAPITRE IV

#### AFFICHAGE

**19.** L'occupant ou l'exploitant, selon le cas, d'un lieu où il est interdit de fumer doit l'indiquer au moyen d'une affiche posée bien en vue du public.

**20.** L'exploitant d'un service de transport par traversier ou par train doit indiquer au moyen d'une affiche posée bien en vue du public, la section réservée aux non-fumeurs.

**21.** Nul ne peut enlever ou détériorer une affiche posée conformément aux dispositions de la présente loi.

## CHAPITRE V

### INSPECTION

**22.** Pour l'application de la présente loi, les personnes suivantes sont autorisées à agir en qualité d'inspecteur:

- 1° un agent de la paix;
- 2° une personne autorisée à cette fin par une municipalité ou, dans le cas d'un organisme public, une personne autorisée par la personne ayant la plus haute autorité au sein de l'organisme.

**23.** Un inspecteur peut, pour vérifier l'application de la présente loi ou d'un règlement adopté en vertu de l'article 18, pénétrer à toute heure raisonnable dans un lieu visé par cette loi ou ce règlement et en faire l'inspection.

**24.** Sur demande, l'inspecteur doit s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité.

**25.** Nul ne doit entraver un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions.

## CHAPITRE VI

### INFRACTIONS ET SANCTIONS

**26.** Quiconque contrevient à l'un ou l'autre des articles 8, 9, 12, au deuxième alinéa de l'article 13, à l'un ou l'autre des articles 14 à 16 commet une infraction qui le rend passible d'une amende d'au moins 20 \$ et d'au plus 200 \$.

**27.** Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 13, à l'un ou l'autre des articles 19 à 21 ou à l'article 25 commet une infraction qui le rend passible d'une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 1 000 \$.

**28.** Sous réserve des articles 29 à 31, les poursuites pénales prises en vertu de la présente loi sont intentées conformément à la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15).

**29.** Toute poursuite peut débiter par la remise de main à main ou la signification d'un avis d'infraction. Cet avis constitue une dénonciation.

La signification de cet avis d'infraction s'effectue selon un des modes prévus dans la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15).

**30.** L'avis d'infraction décrit l'infraction reprochée, spécifie l'amende minimale applicable et indique au contrevenant qu'il peut payer cette amende et des frais de 5 \$, dans les 10 jours, à l'endroit indiqué et contient toute autre information pertinente.

**31.** Si le contrevenant paie le montant requis dans le délai et à l'endroit fixés, il est considéré comme ayant plaidé coupable. Ce paiement ne peut cependant être considéré comme un aveu de responsabilité civile.

À défaut d'un tel paiement, l'avis d'infraction est déposé devant un juge de paix et celui-ci, s'il est d'avis qu'il y a lieu de le faire, délivre une sommation.

**32.** Une personne poursuivie pour avoir fumé dans un lieu, contrairement à l'une ou l'autre des dispositions de la présente loi ou d'un règlement adopté en vertu de l'article 18, peut être acquittée de cette accusation si elle prouve qu'il n'y avait pas d'affiche indiquant l'interdiction de fumer.

**33.** Dans le cas où une municipalité locale intente une poursuite ou remet un avis d'infraction à un contrevenant pour une infraction à la présente loi commise sur son territoire, les amendes perçues sont versées à la municipalité.

**34.** Une poursuite intentée par une municipalité locale peut l'être devant toute Cour municipale ayant juridiction dans le territoire où l'infraction a été commise.

Les frais appartiennent à la municipalité dont dépend la Cour municipale qui a entendu l'affaire.

## CHAPITRE VII

### DISPOSITIONS FINALES

**35.** Le ministre de l'Environnement est responsable de l'application de la présente loi.

**36.** Le paragraphe 2 de l'article 143 de la Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14) est abrogé.

**37.** La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1987.